Tourisme

Par Charbel Nahas, économiste. www.charbelnahas.org

Définition

Le terme "tourisme" est un anglicisme apparu au cours du XIXe siècle. Il désigne les activités liées au déplacement de personnes passant au moins une nuit en dehors de leur domicile à des fins d'agrément. Le tourisme se distingue donc des excursions n'impliquant pas de nuitées mais aussi des déplacements de nature professionnelle. On différencie naturellement le tourisme international et le tourisme domestique, dont l'intérêt économique est uniquement régional.
D'un point de vue économique, le tourisme est assimilable à une exportation pour le pays récepteur, sauf qu'il permet d'exporter des services qui ne sont pas normalement transportables (entrée sur un site historique, location d'un taxi, nuitée d'hôtel...). Réciproquement, pour le pays émetteur, il correspond à une importation.

Comprendre la variable

Le tourisme international a connu un développement continu et spectaculaire au cours du XXe siècle, profitant de l'extension des congés payés, de la baisse des coûts du transport aérien mais aussi du vieillissement de la population dans les pays riches. Au tourisme aristocratique du début du siècle dernier a succédé le tourisme dit de masse. L'Organisation internationale du tourisme (OIT), créée en 1946, s'occupe notamment de promouvoir cette activité dans le monde.
En termes de comptabilité nationale, le tourisme représente un supplément de demande sur les biens et services disponibles sur le marché domestique, financé par des ressources en provenance de l'étranger. La logique est la même pour une comptabilité régionale. Le tourisme ne constitue donc pas à proprement parler une branche ou un secteur de l'économie, car il équivaut à des exportations de biens et de services produits par des branches de l'économie domestique ou à la réexportation de biens et services importés. Cette consommation financée à partir de l'extérieur produit donc un effet positif direct sur la balance des paiements et induit, à travers l'augmentation des importations, un effet inverse, de moindre ampleur, de sorties de devises.
Les branches de l'économie domestique sont inégalement exposées à cette demande externe "internalisée". Certaines en dépendent presque exclusivement, notamment l'hôtellerie. D'autres y sont largement exposées, comme les transports aériens, les locations de voiture ou les restaurants. D'autres enfin en sont affectées de façon marginale, telles que le commerce et la distribution intérieure.
Comme tout flux d'échanges internationaux, l'impact du tourisme doit être apprécié en tenant compte à la fois des entrées des touristes et des sorties. Face aux grands pays récepteurs de touristes, il existe de grands pays émetteurs. Les États-Unis, l'Espagne et la France sont les premiers récepteurs du monde en termes de recettes liées au tourisme alors que l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni sont les premiers émetteurs.
Pour les pays récepteurs, notamment dans le tiers-monde, le tourisme peut constituer une source significative de devises et d'activités. C'est donc en termes relatifs au PIB (produit intérieur brut) ou plus précisément à la consommation des résidents qu'il convient d'en apprécier l'importance économique. ➔

Le tourisme ne constitue pas à proprement parler une branche ou un secteur de l'économie

L'impact dépend à l'évidence du nombre d'arrivants, mais aussi du montant moyen des dépenses des visiteurs et de la part de la production domestique dans les achats qu'ils réalisent. C'est pour cela que le "tourisme d'affaires" ou le "tourisme médical" sont fortement recherchés, car ils s'accompagnent de montants importants de dépenses bien qu'à proprement parler il ne s'agisse pas de tourisme sinon pour la part d'agrément que comprennent ces déplacements censés être motivés par des raisons commerciales.

Le rendement du tourisme est d'autant plus important que les entreprises domestiques sont capables de couvrir une large étendue de services (depuis le transport aérien et les tour-opérateurs jusqu'à l'édition de guides de voyage, en passant par les assurances voyage…) et que la part de production intérieure dans la consommation des touristes est grande (articles artisanaux ou souvenirs produits localement, intrants domestiques, main-d'œuvre et capitaux nationaux impliqués dans l'hôtellerie et la restauration...)

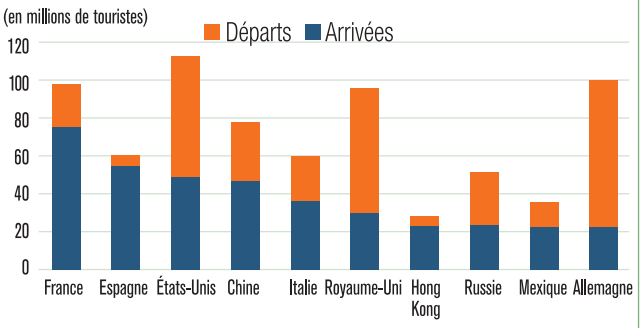
La Tunisie présente un exemple intéressant d'intensification du rendement du tourisme alors qu'à l'opposé, en Jordanie par exemple, le rendement économique des touristes israéliens qui arrivent en bus avec leurs provisions est très faible.

Les activités liées au tourisme restent extrêmement exposées aux fluctuations saisonnières, à l'instabilité politique dans les pays d'accueil, voire au niveau de régions entières, mais aussi aux fluctuations économiques dans les pays de départ.

De plus, les retombées économiques primaires des arrivées de touristes tendent à se concentrer dans certaines zones des pays d'accueil (la capitale, les zones balnéaires, les sites historiques, etc.) exacerbant les inégalités de revenus dans ces pays, à moins que des politiques actives de la part des gouvernements ne compensent ces inégalités, ou ne poussent le système de production domestique dans son ensemble à réagir à la demande secondaire induite.

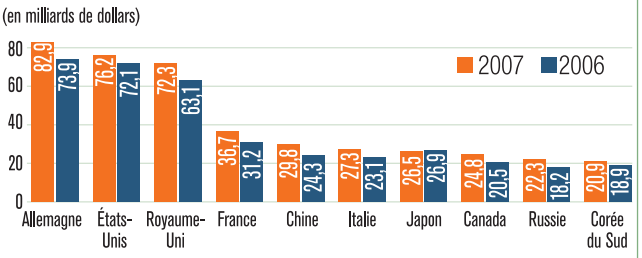
Lorsque le tourisme est mal maîtrisé, la surexploitation des sites emblématiques se traduit généralement par des dégâts environnementaux qui dégradent les zones balnéaires mais aussi les monuments historiques ou encore exercent des pressions graves sur les ressources rares (eau, électricité) ou produisent des nuisances au niveau de la pollution atmosphérique et des embouteillages.

Top 10 des plus grands pays touristiques du monde



Source : Organisation mondiale tu tourisme.

Top 10 des pays en termes de dépenses touristiques



Note : les dépenses entre les deux premiers pays, l'Allemagne et les États-Unis, doivent être nuancées du fait qu'elles sont très influencées par le taux de change euro/dollar très favorable à l'Allemagne.

Source : Organisation mondiale du tourisme.

La variable au Liban

Si on laisse de côté les "voyages en Orient" des Flaubert, Lamartine et autre De Nerval, ou plus anciennement les grands voyageurs arabes, le tourisme au Liban a commencé à la fin du XIXe siècle avec la construction du port de Beyrouth et des axes de pénétration Beyrouth-Damas. Il était principalement le fait des riches Égyptiens et des Libanais émigrés en Égypte qui, fuyant les rigueurs de l'été, venaient passer quelques mois dans les "villes d'estivage" s'égrenant le long de la route carrossable (1863) puis du chemin de fer (1894) Beyrouth-Damas. Ils résidaient dans les "grands hôtels" de Aley, Bhamdoun, Sofar et Zahlé ou construisaient leurs propres villas. De riches Damascènes qui ne se contentaient pas de la villégiature de Bloudane, située sur la même voie ferrée, venaient aussi au Mont-Liban.

L'essor de l'hôtellerie et de la restauration libanaises a été directement lié à ce premier axe de pénétration, entraînant à sa suite la mode d'estivage de la bourgeoisie beyrouthine qui a duré jusqu'à la guerre.

Avec la découverte du pétrole dans le Golfe, les flux d'estivants se sont progressivement intensifiés jusqu'à la veille de la guerre pour reprendre au cours des années 1990, s'accompagnant d'investissements immobiliers considérables dont une part majoritaire continue de se concentrer le long de ce même axe.

L'émigration libanaise de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle ne s'accompagnait pas de retours réguliers au pays, car elle était dirigée vers des destinations lointaines et les coûts de transport étaient très élevés. Il en est tout autrement pour les vagues récentes d'émigration, que ce soit celle de la guerre ou celle de l'après-guerre.

Les statistiques du ministère du Tourisme sont fondées sur les données de la Sûreté générale, elles comptent comme "visiteurs" tous les non-Libanais et les non-Syriens qui rentrent au Liban. Elles incluent donc les déplacements des Palestiniens résidents au Liban (qui sont des touristes sortants) mais aussi les entrées et sorties des travailleurs égyptiens, sri lankais, éthiopiens, etc. ainsi que toutes les visites d'étrangers non résidents pour des raisons professionnelles et les déplacements des étrangers résidents. En revanche, elles ne comptabilisent pas les tou- ➔

ristes syriens et, fait plus grave, elles ignorent les mouvements touristiques liés aux vacances des expatriés libanais qui montrent leur passeport libanais aux frontières et qui sont économiquement des non-résidents, un mouvement dont l'ampleur est certainement très grande.

Selon les chiffres officiels, le Liban a accueilli plus de 1,33 million de touristes l'année dernière, frôlant le record historique de 1974 (1,4 million). Le nombre de visiteurs a augmenté de 31 % par rapport à 2007 et de 4 % par rapport à 2004, qui était considérée comme la meilleure année depuis la fin de la guerre civile. Pour 2009, les autorités espèrent franchir le seuil des deux millions. Déjà, au premier trimestre, quelque 761 415 visiteurs ont été recensés, soit une hausse de 61 % en rythme annuel. Les ressortissants arabes sont les plus nombreux, avec une part de 31 %, suivis des Européens (25 %).

En ce qui concerne l'impact économique des séjours de ces vacanciers, les comptes nationaux de 1997 (année de base de la comptabilité nationale) estiment les dépenses des visiteurs étrangers à 617 milliards de livres (411 millions de dollars) dont 65 % de dépenses d'hôtels et restaurants, 10 % de frais de transports et 25 % d'achats de produits divers. Ce montant représente 2,9 % du total de la consommation de cette année-là. Si l'on regarde les dépenses nettes des voyageurs (après déduction des dépenses des Libanais voyageant à l'étranger), ce montant tombe à 351 milliards de livres (234 millions de dollars, soit 57 % des dépenses brutes et 1,7 % de la consommation domestique).

Depuis cette date, ce montant net est resté pratiquement stable jusqu'en 1999 pour augmenter régulièrement ensuite et atteindre 738 milliards en 2002, 1 078 milliards en 2004 (3,7 % de la consommation). En 2007 (dernière année pour laquelle les chiffres sont disponibles), les dépenses nettes des voyageurs ont été estimées à 1 116 milliards de livres, soit 744 millions de dollars, représentant 3,6 % de la consommation totale.

Ces montants ne doivent pas être comparés directement au PIB, car seule une partie impacte la consommation domestique, probablement de l'ordre des deux tiers, le reste alimentant les importations. Il est entendu qu'en la matière il n'y a pas d'effet miroir, puisque les dépenses des Libanais à l'étranger, qui ont été déduites de ces estimations, n'impactent nullement la production libanaise dont les exportations vers les pays de destination du tourisme des Libanais sont dérisoires.

À cela s'ajoutent que l'hôtellerie et la restauration comptent une grande proportion de travailleurs non libanais qui renvoient chez eux la plus grande partie de leur salaire et que les chaînes internationales prélèvent aussi une part des recettes hôtelières.

Même s'il est important, l'impact économique de ces "visiteurs" étrangers est loin de représenter les milliards de dollars avancés par certains ministres. En revanche, il serait intéressant de le comparer à celui des entrées de Libanais émigrés revenus passer leurs vacances au pays. Car ces Libanais non résidents sont tout à fait assimilables à des touristes en termes économiques et leurs dépenses sont sans aucun doute considérables. Les dépenses de ces Libanais émigrés sont de plus assimilables aux transferts qu'ils réalisent en faveur de leurs parents restés sur place.

La perception des Libanais en général et des commerçants en particulier quant à la saisonnalité de leur chiffre d'affaires (été, fêtes de fin d'année, etc.) amalgame en tout cas les deux facteurs. Les informations disponibles, quelque fragmentaires qu'elles soient, sachant qu'elles ignorent aussi à juste titre les dépenses des touristes libanais à l'étranger, reflètent un impact global sensiblement supérieur à celui produit par les seules dépenses nettes des non-Libanais.

Pour certains secteurs en tout cas, l'impact des dépenses des visiteurs non résidents va bien au-delà de ce que suggèrent les estimations de la comptabilité nationale. Il est naturel que les pourvoyeurs de biens et services ne réfléchissent pas en impact net. Ils ignorent l'importance des dépenses des Libanais en voyage à l'étranger (les 3 % de surplus de consommation nette correspondent probablement à 4,5 % de dépenses brutes). À cela s'ajoutent les dépenses des Libanais non résidents que l'on peut grossièrement estimer de la même taille, ce qui mène à près de 9 % de surplus de chiffre d'affaires. Enfin, vu la très forte concentration sectorielle et géographique de ces dépenses, leur impact pour les commerçants qui y sont exposés est encore amplifiée, pouvant atteindre le double, ce qui, pour eux, mène à un surplus de demande de l'ordre de 25 % dans leur chiffre d'affaires.

S'il booste incontestablement les ventes de certains secteurs particuliers, le tourisme a aussi un effet global sur l'économie libanaise. L'impact de la demande massive provenant de touristes étrangers se traduit généralement par une augmentation des prix qui peut avoir des effets négatifs sur les résidents dès le moment où cette demande financée extérieurement atteint des niveaux importants comparativement à la demande financée à partir des revenus domestiques. Ce phénomène inflationniste est encore amplifié au Liban par les dépenses des Libanais expatriés de retour en vacances.

L'impact spatial des dépenses des différentes catégories de touristes (expatriés et étrangers) est fortement différencié : les estivants arabes étant principalement concentrés dans la région de Beyrouth et les zones d'estivage en montagne ; les touristes occidentaux tendent à essaimer sur les sites archéologiques (1) et de plus en plus sur l'écotourisme rural ; alors que les expatriés libanais se rendent dans une large mesure dans leur région d'origine, touchant ainsi l'ensemble du territoire. Dans ce cadre, le projet de la Banque mondiale de mise en valeur de "l'héritage culturel" dans les villes de Tripoli, Baalbeck, Tyr, Jbeil et Saïda a visé à augmenter l'attractivité des zones périphériques, en sachant qu'une bonne partie du tourisme culturel à destination du Liban est intégré dans des circuits régionaux comprenant la Syrie et la Jordanie, et que ce créneau mériterait d'être travaillé davantage.

À ces trois composantes majeures, s'ajoute le tourisme d'affaires lié aux congrès, dont la fréquence et l'ampleur profitent de l'attractivité du Liban en général et de Beyrouth en particulier auprès des cadres de la région.

Le tourisme au Liban a commencé à la fin du XIXe siècle avec la construction de la voie ferrée Beyrouth-Damas

(1) D'après les données de l'ACS pour 2008, le site de Baalbeck, qui est le plus visité au Liban, a ainsi reçu, en 2008, 63 000 visiteurs, dont 38 000 Libanais, 18 000 Européens, 4 000 Asiatiques et 62 ressortissants des pays arabes (même si ce dernier chiffre est erroné, et ne concerne que le mois de décembre, la part des touristes arabes ne dépasse pas 1,3 %).